

**Assemblée générale**

Distr. générale
18 avril 2017
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session

Point 160 b) de l'ordre du jour

Financement des forces des Nations Unies

chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :

Force intérimaire des Nations Unies au Liban

**Force intérimaire des Nations Unies au Liban :
rapport sur l'exécution du budget de l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 et projet
de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017
au 30 juin 2018**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires**

Crédits ouverts pour 2015/16	506 346 400 dollars
Dépenses de 2015/16	481 411 800 dollars
Solde inutilisé de 2015/16	24 934 600 dollars
Crédit ouvert pour 2016/17	488 691 600 dollars
Montant estimatif des dépenses de 2016/17 ^a	485 518 300 dollars
Montant estimatif du solde non utilisé de 2016/17	3 173 300 dollars
Projet de budget du Secrétaire général pour 2017/18	494 771 300 dollars
Recommandation du Conseil consultatif pour 17/18	492 421 400 dollars

^a Montant estimatif au 31 janvier 2017



I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport, aux paragraphes 32, 33, 36, 45 et 51, des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui aboutiraient à réduire de 2 349 900 dollars l'enveloppe proposée dans le projet de budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 (A/71/765 et Corr. 1).

2. Lors de son examen du financement de la FINUL, le Comité consultatif s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 7 avril 2017. La liste des documents que le Comité consultatif a examinés et de ceux dont il s'est servi pour étudier le financement de la FINUL est donnée à la fin du présent rapport. On trouvera dans les rapports connexes du Comité ses observations détaillées et recommandations sur les conclusions du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 et sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général (A/71/845 et A/71/836). Les observations et recommandations du Comité ayant trait en particulier à la FINUL sont exposées en détail au paragraphe 6.

II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016

3. Par sa résolution 69/302, l'Assemblée générale a ouvert, pour l'exercice 2015-2016, un crédit d'un montant brut de 506 346 400 dollars (montant net : 494 372 800 dollars) destiné à financer le fonctionnement de la FINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016. Le montant brut des dépenses totales de l'exercice s'établit à 481 411 800 dollars (montant net : 469 200 600 dollars), faisant apparaître un taux d'exécution de 95,1 %. Le solde inutilisé, dont le montant brut s'élève à 24 934 600 dollars, représente 4,9 % du montant total du crédit ouvert.

4. On trouvera une analyse des écarts entre les crédits ouverts et les dépenses effectives au chapitre IV du rapport sur l'exécution du budget de 2015-2016 (A/70/640). La sous-utilisation des crédits ouverts concerne principalement les rubriques suivantes :

a) Contingents (22 846 100 dollars, soit 6,8 %) : cela s'explique principalement par un taux effectif moyen de vacance de postes supérieur au taux prévu (29,7 % contre 26,5 % prévus dans le budget), correspondant à une diminution des dépenses prévues au titre des rations, ainsi que par une baisse des dépenses au titre des déplacements pour la relève des contingents, en raison d'un nouveau contrat d'affrètement et la réduction du coût des heures de vol résultant de la mise en place du système de relève inversée des contingents (voir par. 20);

b) Communications (3 455 700 dollars, soit 50,8 %) : cela est principalement dû au fait que les coûts de location de matériel radar (2 millions de dollars) ont été inscrits à la rubrique Transports aériens au lieu de la rubrique Communications, et la fourniture de services Internet à la rubrique Informatique au lieu de la rubrique Communications, ainsi qu'à une baisse des dépenses prévues au titre des services de téléphonie fixe et mobile, neutralisée en partie par des dépenses plus élevées que prévues au titre de l'acquisition de matériel de communication par satellite, pour appuyer le progiciel de gestion intégré, Umoja;

c) Installations et infrastructures (1 313 000 dollars, soit 7,2 %) : cela tient essentiellement au fait que : i) la sous-traitance prévue des services de maintenance s'agissant des bâtiments et des groupes électrogènes s'est révélée être plus chère que si ces services étaient fournis en interne; ii) les dépenses au titre des carburants et lubrifiants ont été inférieures aux prévisions car le prix du carburant destiné aux groupes électrogènes a été moins élevé que prévu (coût moyen de 0,41 dollar le litre au lieu de 0,75). La diminution des dépenses a été neutralisée en partie par un dépassement des crédits au titre des locaux préfabriqués, des climatiseurs et des groupes électrogènes;

d) Transports maritimes ou fluviaux (1 076 800 dollars, soit 3,4 %) : elle est principalement imputable à des charges comptabilisées plus faibles que prévues au titre de la location et de l'exploitation de navires, du fait de la fourniture d'un patrouilleur rapide en remplacement d'une corvette et à un nombre d'heures de vol plus faible que prévu (193 contre 769) pour les hélicoptères de la marine rattachés à un porte-avions, du fait que des conditions météorologiques très rudes ont entravé les opérations aéronavales aux troisième et quatrième trimestres de la période considérée. Le Comité consultatif rappelle qu'au cours de l'exercice 2014/15, un nombre total de 271 vols effectués a été consigné contre les 850 heures prévues, du fait de mauvaises conditions météorologiques qui ont perturbé les opérations aéronavales (voir [A/70/571](#), réalisation escomptée 1.1: Instaurer des conditions stables et sûres dans le sud du Liban);

e) Personnel recruté sur le plan international (1 040 100 dollars, soit 2,1 %) : elle tient essentiellement à une baisse du taux effectif des dépenses communes de personnel (66,5 % des traitements nets contre 69,9 % prévus au budget), neutralisée en partie par un taux moyen de vacance de postes effectif plus faible que prévu (8,4 %, contre 10,0 % inscrit au budget);

f) Personnel recruté sur le plan national (908 800 dollars, soit 2,0 %) : elle s'explique principalement par : i) une baisse du taux effectif des dépenses communes de personnel (34,1 % des traitements nets contre 40,0 % prévus au budget); ii) un taux moyen de vacance de postes effectif plus élevé que prévu (41,2 % et 5,7 % pour les administrateurs et agents des services généraux, respectivement, contre 30,0 et 5 %, du fait de retards dans le classement consécutif à la transformation de postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national (17 postes d'administrateurs et 11 d'agents des services généraux) dans le cadre de l'examen des besoins en personnel civil;

g) Transports terrestres (744 700 dollars, soit 13,8 %) : elle s'explique principalement par un prix moyen réel du carburant plus faible (0,41 dollar par litre) que celui inscrit au budget (0,75 dollar par litre) et par une consommation de carburant plus faible que prévue (4,9 millions de litres contre 5,1 millions inscrits au budget) à la suite de l'optimisation de l'utilisation de la flotte, neutralisée en partie par les dépenses plus élevées que prévues en vue du remplacement de trois véhicules et de l'acquisition de deux véhicules de transport palettisé pour le déplacement de matériel spécialisé et de véhicules lourds;

h) Santé (386 100 dollars, soit 30,7 %) : elle s'explique essentiellement par le fait que le nombre de patients hospitalisés a été moins élevé que prévu, les dépenses en fournitures médicales ont été inférieures aux prévisions et certaines fournitures médicales n'ont pas été livrées en raison des retards accumulés par les fournisseurs;

i) Fournitures, services et matériel divers (276 300 dollars, soit 7,2 %) : elle est imputable principalement à des besoins inférieurs aux prévisions en matière de services de fret à la suite de l'achat de grandes quantités et à la réduction des expéditions effectuées entre les missions, à des dépenses moins importantes que

prévues au titre des honoraires à verser pour certains cours, ainsi qu'au titre des uniformes, des badges et du matériel de sécurité, coûts neutralisés en partie par des dépenses supplémentaires au titre des vacataires pour les services de nettoyage du camp et des pertes découlant des opérations relatives au taux de change;

j) Voyages (97 000 dollars, soit 10,0 %) : elle s'explique essentiellement par un respect plus rigoureux de la règle consistant à acheter les billets 16 jours à l'avance, et par un recours plus important aux visioconférences plutôt qu'aux voyages;

5. Cette sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par l'augmentation des dépenses aux rubriques suivantes :

a) Informatique (4 102 400 dollars, soit 85,5 %) : elle s'explique principalement par : i) le remplacement du matériel de communication ayant dépassé sa durée de vie économique, la redistribution des ressources provenant des installations et des infrastructures et les cours sur les transports maritimes en 2015/16; ii) l'acquisition de lecteurs de code-barres devant permettre la mise en service progressive du système électronique de gestion des rations; iii) la mise à niveau du matériel satellite; iv) les dépenses au titre de la fourniture de services Internet, inscrites à la rubrique Communications, mais comptabilisées à la rubrique Informatique.

b) Transports aériens (2 983 900 dollars, soit 62,5 %) : elle s'explique principalement par des dépenses de 2 millions de dollars au titre de la location de matériel radar, inscrites à la rubrique Communications mais comptabilisées à la rubrique Transports aériens, et par des coûts fixes plus élevés que prévus au titre de l'utilisation d'un hélicoptère Mi-8 à la suite d'un nouveau contrat, neutralisées en partie par le coût moins élevé que prévu du prix moyen réel du carburant (0,41 dollar par litre) par rapport aux prévisions budgétaires (0,75 dollar par litre);

c) Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (83 700 dollars, soit 100 %) : elle s'explique par les coûts qui incombent à la FINUL en ce qui concerne Umoja, la mise hors service de Galileo¹ et l'opération de classement des postes;

d) Consultants (41 400 dollars, soit 100 %) : elle s'explique par les dépenses qui incombent à la FINUL au titre du programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources ainsi que des honoraires facturés par les consultants spécialistes de l'environnement pour le prélèvement d'échantillons d'eaux usées.

Observations et recommandations du Comité des commissaires aux comptes

6. Dans l'examen des rapports du Secrétaire général sur le financement de la FINUL, le Comité consultatif était saisi du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2016 [A/71/5 (Vol. II), chap. II]. Dans son rapport, le Comité a formulé des observations et recommandations concernant la FINUL sur les questions suivantes :

¹ Ancien système de gestion des stocks dans les missions de maintien de la paix, qui fonctionnait au début en interface avec Umoja durant le déploiement de ce dernier (Démarrage et Extension 1); il passe actuellement au module Umoja de gestion de la chaîne d'approvisionnement durant la mise en place d'Umoja-Extension 2. La mise hors service du système Galileo comprend : a) le nettoyage et l'enrichissement sensible des données de Galileo pour les rendre conformes aux exigences d'Umoja; b) le renforcement du module Umoja, l'idée étant de veiller à remplacer complètement Galileo avant de mettre le module Umoja pleinement en service sur le terrain (voir A/66/381, par. 30, et A/71/390, par. 71).

a) *Plafonnement des frais de voyage* : le Comité a noté que les frais de voyage se rapportant à l'exercice 2016/17 avaient été comptabilisés au cours de l'exercice 2015/16 et recommandé une meilleure communication interne pour faire en sorte que les erreurs ayant une incidence sur les états financiers soient communiqués à la Division de la comptabilité (ibid. par. 50 à 52);

b) *Établissement et gestion du budget* : le Comité a noté une sous-utilisation des crédits supérieure à 5 % entre les crédits ouverts et les dépenses effectives s'agissant des militaires et du personnel de police (ibid. tableau 8, par. 64);

c) *Stocks dormants* : le Comité a noté que 83 articles qui n'avaient pas servi depuis plus d'un an avaient entraîné un blocage de fonds se chiffrant à 2,10 millions de dollars et que 602 articles consommables achetés au moins un an auparavant pour un montant de 2,1 millions de dollars n'avaient pas été utilisés du tout, et estimé que la FINUL devrait optimiser la gestion des stocks pour éviter le déperissement de ces derniers ainsi que la non-utilisation de biens (ibid. par. 124);

d) *Demande d'autorisation de vols spéciaux* : le Comité a noté que, sur un total de 446 demandes d'autorisation de vols spéciaux, 104 d'entre elles ne comprenant pas de demande pour des vols d'urgence ou d'essai avaient été formulées moins de deux jours ouvrables à l'avance et n'étaient pas conformes aux instructions permanentes relatives aux opérations aériennes (ibid. par 149);

e) *Projets à effet rapide* : le Comité a noté des délais administratifs dans l'approbation et le financement de ces projets, et recommandé que la FINUL donne l'approbation et le décaissement des fonds en temps opportun s'agissant de ces projets afin que les objectifs soient atteints de façon optimale;

f) *État des contributions statutaires à recevoir* : le Comité a noté une augmentation de 69,9 millions de dollars s'agissant des contributions non acquittées à la FINUL (ibid., par. 7).

Le Comité consultatif compte que la FINUL agira rapidement pour résoudre les questions soulevées par le Comité des commissaires aux comptes

7. On trouvera aux paragraphes ci-après, relatifs au projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 ([A/71/765](#) et Corr. 1), les observations du Comité consultatif concernant les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget au titre de divers objets de dépense.

III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

8. Le Comité consultatif a été informé qu'au 16 février 2017, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la FINUL depuis sa création s'établissait à 8 439 033 000 dollars. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 8 332 980,000 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 106 053 000 dollars. Au 3 avril 2017, le solde de trésorerie de la Force se montait à 264 209 000 dollars. Une fois prise en considération la réserve de trésorerie correspondant à trois mois de dépenses (53 064 000 dollars), le solde restant s'établissait à 211 145 000 dollars.

9. Le Comité consultatif a également été informé qu'au 31 mars 2017, les taux de déploiement des effectifs de la Mission étaient les suivants :

	<i>Effectif autorisé/ effectif approuvé^a 2016/17</i>	<i>Effectif déployé</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
Militaires et personnel de police			
Contingents	15 000	10 453	30,3
Personnel civil			
Personnel recruté sur le plan international	254	240	5,5
Personnel recruté sur le plan national	646	581	10,1

^a Niveau le plus élevé de l'exercice en ce qui concerne le personnel militaire et le personnel de police et le nombre de postes approuvés concernant le personnel civil.

10. Le Comité consultatif s'est fait communiquer le montant des dépenses et le montant estimatif des dépenses pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, avec l'explication des variations. Les dépenses pour l'exercice au 1^{er} février 2017 se chiffraient à 312 136 600 dollars (montant brut). À la fin de l'exercice en cours, le montant total des dépenses devrait atteindre 485 518 300 dollars, soit un solde inutilisé de 3 173 300 dollars représentant 0,6 % du crédit ouvert (488 691 600 dollars). Le Comité consultatif demande que les informations les plus actualisées sur les dépenses et le montant estimatif des dépenses de la Mission soient communiquées à l'Assemblée générale au moment où elle examinera le projet de budget pour 2017/18.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018

A. Mandat et hypothèses budgétaires

11. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la FINUL dans ses résolutions [425 \(1978\)](#) et [426 \(1978\)](#). Il a été prorogé par d'autres résolutions du Conseil, dont la dernière en date est la résolution [2305 \(2016\)](#), par laquelle il a été renouvelé jusqu'au 31 août 2017.

12. Les principales priorités pour l'exercice 2017/18 sont résumées aux paragraphes 6 à 14 du rapport du Secrétaire général ([A/71/765](#) et Corr. 1). Elles sont les suivantes : a) maintenir une force crédible et efficace en matière de dissuasion, de prévention et de désescalade du conflit; b) améliorer les activités de liaison et de coordination d'ordre stratégique, en particulier grâce au mécanisme de coordination tripartite; c) étendre la portée du partenariat stratégique conclu avec l'Armée libanaise pour en faire un élément clef susceptible de favoriser un cessez-le-feu permanent; d) continuer d'associer le Gouvernement libanais, en particulier par l'intermédiaire de ses ministères et de ses organismes compétents en matière de sécurité, à l'application de la résolution [1701 \(2006\)](#) dans le sud du Liban; et e) poursuivre son appui maritime à la marine libanaise (ibid. par. 6).

13. En ce qui concerne la composante Appui, d'après le projet de budget, la FINUL continuera de fournir à toutes les composantes de la Force une gamme complète de services dans 55 sites et au quartier général de Naqoura. Elle affrètera, comme par le passé, un navire marchand qui utilisera un itinéraire principal de ravitaillement et empruntera d'autres routes maritimes dans les eaux côtières. Elle s'approvisionnera en rations et en carburant sur la base des dispositions contractuelles en vigueur. En outre, compte tenu des résultats d'une enquête de satisfaction, la FINUL propose d'ouvrir des crédits pour améliorer les conditions de

vie des membres des contingents, notamment en remplaçant les installations préfabriquées, le mobilier, les réfrigérateurs, les climatiseurs et les groupes électrogènes (ibid. par. 10);

14. Le projet de budget pour 2017/18 indique que grâce à ses fonctions de liaison, le bureau de la FINUL de Beyrouth continuera de jouer un rôle fondamental dans la gestion des questions relatives à l'accord sur le statut des forces, l'exportation et l'importation de biens et de services et le transit du matériel et du personnel, et fera office de référent auprès du Gouvernement et des autres bureaux des Nations Unies (ibid. par. 10; voir également par. 27 ci-après);

15. Les informations sur la coopération entre les missions sur le plan régional sont fournies aux paragraphes 15 à 18 du projet de budget pour l'exercice 2017/18. Il y est indiqué que la FINUL continuera également d'organiser des formations pour le compte d'autres missions et entités² et de coordonner les demandes à l'échelle régionale afin d'éviter d'organiser plusieurs fois des programmes de formation identiques. Par ailleurs, les Services régionaux de l'informatique et des communications s'attacheront, comme précédemment, à atteindre l'objectif stratégique consistant à réduire les disparités de services entre les missions de la région³, tout en cherchant à faire des économies d'échelle et à éliminer le chevauchement d'activités.

16. On trouve également dans le rapport sur le budget des informations sur les partenariats et la coordination avec l'équipe de pays. Il y est indiqué que la FINUL continuera de coordonner des consultations régulières à tous les niveaux avec le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban; de maintenir un haut niveau de coordination entre les organismes humanitaires; d'approfondir sa collaboration avec d'autres entités des Nations Unies comme le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; de rester en contact avec le Gouvernement libanais et avec les organisations de la société civile; et de tenir avec les municipalités des réunions de coordination régulières consacrées à diverses questions liées au développement économique et social qui intéressent les populations locales (ibid. par. 19 à 21).

B. Prévisions de dépenses

17. Les prévisions de dépenses de la FINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 se montent à 494 771 300 dollars, ce qui représente une augmentation de 6 079 700 dollars (1,2 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2016/17. La hausse des dépenses tient principalement : a) aux contingents et s'explique essentiellement par l'augmentation du taux de remboursement aux pays qui fournissent des contingents, soit 1 410 dollars par mois à compter du 1^{er} juillet 2017, énoncée par l'Assemblée générale dans sa résolution 68/281, contre le

² Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan, Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST).

³ Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, FINUL, Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), ONUST et UNFICYP.

taux de 1 365 dollars par mois, appliqué en 2016/17, ce qui représente une augmentation du taux de 45 dollars; b) au personnel recruté sur le plan national, du fait que nombre d'agents sont en poste depuis longtemps et occupent des postes de classe plus élevée; c) aux installations et aux infrastructures, ce qui s'explique principalement par l'utilisation, dans les calculs, d'un coût du combustible pour les groupes électrogènes en hausse; et d) aux opérations aériennes, ce qui tient essentiellement à l'augmentation des dépenses liées à la location d'hélicoptères et notamment à la hausse des coûts garantis et du coût total de l'heure de vol, compte tenu de l'évolution des dépenses observée et des taux forfaitaires en cours, ainsi que du carburant pour les opérations aériennes.

18. On trouvera aux chapitres II et IV du projet de budget des informations sur les ressources financières et une analyse des variations ([A/71/765](#)).

1. Militaires et personnel de police

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif autorisé 2016/17</i>	<i>Effectif proposé 2017/18</i>	<i>Variation</i>
Contingents ^a	15 000	15 000	–

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.

19. Le montant demandé au titre des militaires et du personnel de police s'élève à 327 789 100 dollars pour 2017/18, soit 1 183 800 dollars (8,5 %) de plus que le montant alloué pour l'exercice 2016/17. Il est précisé que cette augmentation tient essentiellement à celle du taux de remboursement standard du coût des contingents, passé de 1 365 dollars en 2016/17 à 1 410 dollars pour l'exercice en cours, conformément à la résolution [68/281](#) de l'Assemblée générale. Elle serait en partie compensée par la réduction des ressources demandées pour : a) les déplacements occasionnés par la relève des contingents, en raison d'une diminution du coût des heures de vol dans le nouveau contrat d'affrètement; b) la mise en place du système de relève inversée des contingents (voir paragraphe 20 ci-après); c) des dépenses au titre des rations inférieures aux prévisions grâce au renforcement du suivi des stocks; d) des dépenses au titre du matériel appartenant aux contingents inférieures aux prévisions, suite à l'actualisation des estimations relatives aux mémorandums d'accord signés; e) l'ajustement, lors des remboursements aux pays fournisseurs de contingents pour l'exercice 2017/18, lié aux déductions pour non-déploiement, déploiement tardif ou déploiement de matériel appartenant aux contingents qui ne fonctionne pas, conformément à la résolution [67/261](#) de l'Assemblée générale ([A/71/765](#) et Corr.1, par. 84).

20. Le Secrétaire général indique que les gains d'efficacité résultant de la relève inversée des contingents et du suivi des opérations de chargement des bagages et des marchandises devraient s'élever à 2 466 600 et 616 600 dollars respectivement ([A/71/765](#) et Corr.1, par 71). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des informations complémentaires sur la relève inversée des contingents (voir annexe I du présent rapport). Le Comité rappelle que dans son projet de budget pour 2016/17, le Secrétaire général indiquait également que les prévisions de dépenses tenaient compte de gains d'efficacité résultant de la relève inversée des contingents (1 400 000 dollars) et du contrôle des rations (316 800 dollars) ([A/70/699](#), par. 83; voir aussi [A/49/644](#), annexe II). **Le Comité consultatif compte que des informations sur les gains d'efficacité générés par ces mesures figureront dans le rapport pertinent sur l'exécution du budget de la FINUL. Il compte également que ces informations seront fournies dans les rapports sur la présentation et l'exécution du budget de toutes les missions appliquant la relève inversée des contingents.** Ayant demandé des précisions, le Comité

consultatif a été informé qu'il était envisagé d'appliquer ce système à d'autres missions au cas par cas.

21. Le Comité consultatif recommande l'approbation des crédits demandés au titre des militaires et du personnel de police.

2. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif autorisé 2016/17</i>	<i>Effectif proposé 2017/18</i>	<i>Variation</i>
Personnel recruté sur le plan international	254	254	—
Personnel recruté sur le plan national ^a	646	645	(1)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2	2	—
Total	902	901	(1)

^a Administrateurs et agents des services généraux.

22. Le montant des dépenses prévues au titre du personnel civil pour 2016/17 s'élève à 94 985 000 dollars, soit 2 633 100 dollars (2,9 %) de plus qu'en 2016/17. Le Secrétaire général indique que cette augmentation tient essentiellement aux dépenses supplémentaires au titre : a) du personnel recruté sur le plan international (494 300 dollars ou 1 %), en raison de l'application d'un taux de vacance de postes de 3 %, contre 5 % en 2016/17, et d'un barème révisé des traitements; b) du personnel recruté sur le plan national (2 281 500 dollars ou 9 %), s'expliquant par des prévisions de dépenses de personnel pour les administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national plus élevées que celles du budget approuvé pour l'exercice 2016/17, un certain nombre d'agents recrutés sur le plan national étant en poste depuis longtemps et occupant des postes de classe plus élevée (voir par. 24 ci-après), contrebalancées en partie par la suppression proposée d'un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national et la transformation proposée de six postes d'administrateur recruté sur le plan national en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national.

23. Le montant des dépenses prévues au titre du personnel civil pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 comprend un montant de 411 200 dollars au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions), reflétant une augmentation de 3 200 dollars (0,8 %) par rapport au crédit ouvert en 2016/17. Le montant proposé permettrait de financer le maintien de deux emplois de personnel temporaire recruté sur le plan international à la Cellule d'analyse conjointe de la Mission (voir A/71/765 et Corr. 1, tableau 1).

Examen des besoins en personnel civil

24. S'agissant de l'examen des besoins en personnel civil effectué en septembre 2013 (voir A/71/765 et Corr.1, sect. VI.A, p. 50, à propos du par. 20 de la résolution 70/286), le Comité consultatif a été informé qu'en trois ans, à partir de 2014, la FINUL avait supprimé 146 postes en tout et transformé 52 postes d'agent recruté sur le plan international en postes d'agent recruté sur le plan national. Du fait de la réduction des effectifs, les fonctions préalablement exercées par des fonctionnaires recrutés sur le plan international ont été absorbées par personnel restant et des responsabilités supplémentaires ont été assignées aux nouveaux agents recrutés sur le plan national afin de continuer de répondre aux besoins opérationnels. Dans ce contexte, certains des postes convertis en postes d'agent recruté sur le plan national

ont été reclassés à un niveau supérieur pour rendre compte des fonctions, tâches et attributions accrues correspondant à leur niveau général de responsabilité.

Recommandations concernant les postes et emplois de temporaire

25. Le nombre de postes et emplois de personnel civil proposé pour 2017/18 serait ramené à 901 contre 902 en 2016/2017, dont 254 postes de fonctionnaire recruté sur le plan international, 645 postes de fonctionnaire recruté sur le plan national et deux emplois de temporaire. Le Secrétaire général propose de modifier le tableau d'effectifs comme suit pour 2017/18 :

a) Suppression d'un poste d'assistant (finances) (agent des services généraux recruté sur le plan national) de la Section des finances et du budget, comme suite à la rationalisation de certaines fonctions financières après le déploiement d'Umoja (voir [A/71/765](#) et Corr.1, par. 37; voir également par. 28 ci-après);

b) Transformation de six postes d'administrateur recruté sur le plan national en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (3 agents de sécurité, 1 spécialiste des systèmes informatiques, 1 spécialiste des ressources humaines et 1 électricien), comme suite à l'opération de classement des postes de la FINUL, achevée en juillet 2016 dans le cadre de l'examen des besoins en personnel civil mené en septembre 2013 (voir par. 24 ci-dessus; voir également par. 28 ci-après).

26. Le Secrétaire général propose également plusieurs remaniements et transferts :

a) Le transfert du Groupe de la problématique hommes-femmes, composé de deux spécialistes de la problématique hommes-femmes (P-4 administrateurs recrutés sur le plan national) et de un assistant d'équipe (agent des services généraux recruté sur le plan national), de la Section des affaires civiles au Bureau du Chef de la Mission et commandant de la Force. Le Secrétaire général indique que ce transfert fait suite à l'étude mondiale sur l'application de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité et au rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité ([S/2015/716](#)).

b) Transfert d'un poste de spécialiste des affaires politiques (P-4) du Bureau de Beyrouth au quartier général de Naqoura pour aider à mieux intégrer les équipes. Le Secrétaire général indique qu'il sera répondu aux besoins du Bureau de Beyrouth par rotation depuis le quartier général de Naqoura.

c) Transfert du Groupe d'appui au Groupe de coordination tripartite, composé de deux postes (1 poste de spécialiste des questions politiques (hors classe) et 1 poste de spécialiste des affaires politiques) de Beyrouth à Naqoura. Le Secrétaire général indique que ce transfert permettrait de renforcer la synergie avec la Section des affaires politiques et de mieux coordonner les efforts entre les composantes militaire et civile de la Mission.

27. Au tableau 4 du projet de budget, le Comité consultatif note que du fait des transferts de postes mentionnés ci-dessus (voir par. 26), les effectifs du Bureau de Beyrouth seraient ramenés de six à trois postes. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Bureau de Beyrouth continuerait de gérer toutes les questions administratives concernant l'Accord sur le statut des forces, le protocole et l'immigration à Beyrouth, les exonérations fiscales, les formalités douanières pour tous les envois en provenance ou à destination du quartier général de la Mission, ainsi que le personnel militaire de la FINUL. Il continuerait également d'aider le chef de la Mission à rencontrer de nombreux interlocuteurs politiques et diplomatiques et représentants d'organismes partenaires, tous en poste

à Beyrouth. En outre, il continuerait de fournir des services d'appui administratif et logistique aux missions et bureaux présents au Liban et dans la région, notamment au Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, au Bureau de l'Envoyé spécial de l'Organisation des Nations Unies en Syrie et à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

28. En outre, comme indiqué au paragraphe 11 du projet de budget, le Secrétaire général propose de mettre en place une structure à deux piliers pour la composante appui de la FINUL, comprenant un pilier Chaîne d'approvisionnement sous la supervision du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission et un pilier Services sous la supervision des Services régionaux de l'informatique et des communications. Le Secrétaire général indique que cette structure est conforme aux résultats définitifs de l'exercice de classement des postes de la Force et aux principes de la stratégie globale d'appui aux missions. La mise en place de la structure à deux piliers suppose : a) de transférer la Section du génie (136 postes) et la Section des services médicaux (14 postes) du Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission aux Services régionaux de l'informatique et des communications; b) de regrouper la Section du contrôle des mouvements, la Section des transports et la Section des transports aériens en une nouvelle Section des mouvements au sein du pilier Chaîne d'approvisionnement. Outre la transformation de six postes d'administrateur recruté sur le plan national en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national et la suppression d'un poste d'assistant (finances) (agent des services généraux recruté sur le plan national) (voir par. 25 ci-dessus), la mise en place de la structure à deux piliers au sein de la composante appui de la Force suppose également de réaffecter 19 postes. Les postes qu'il est proposé de supprimer, transférer, reclasser et réaffecter au sein de la composante appui sont énumérés par section aux tableaux 2 à 25 du projet de budget; on trouvera aux paragraphes 24 à 69 du projet de budget ([A/71/765](#) et Corr.1) des informations sur les modifications qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs.

29. En ce qui concerne la réaffectation de postes, le Comité consultatif note que selon la définition donnée à l'annexe I du rapport du Secrétaire général, a) une réaffectation de poste est proposée lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste initialement approuvé pour une fonction donnée aux fins de la réalisation d'autres activités prescrites prioritaires, sans rapport avec la fonction d'origine; b) il peut y avoir un changement de lieu ou de bureau, mais pas de catégorie ou de classe.

30. Le Comité consultatif est d'avis que huit des 19 réaffectations de poste proposées semblent ne pas respecter cette définition, notamment : a) celle du poste de Directeur adjoint de l'appui à la mission (D-1) en poste de Directeur adjoint de l'appui à la mission et Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement (D-1) dans l'équipe des collaborateurs directs du Directeur adjoint de l'appui à la Mission (voir [A/71/765](#) et Corr.1, par. 40); b) celle d'un poste d'assistant transports (Service mobile) de la Section des transports en poste d'assistant aux fournitures (Service mobile) à la Section de la chaîne d'approvisionnement (ibid., par. 47); c) celle d'un poste de technicien automobile (Service mobile) de la Section des transports en poste d'assistant à l'approvisionnement (Service mobile) à la Section de la chaîne d'approvisionnement (ibid., par. 53); d) celle d'un poste de chef du Service des technologies de l'information et des communications (D-1) en poste de chef des Services régionaux de l'informatique et des communications, au sein des Services régionaux de l'informatique et des communication et du pilier Services (D-1) (ibid., para 61); e) celle d'un poste de technicien du matériel (agent des services généraux recruté sur le plan national) en poste d'assistant aux systèmes d'information (agent des services généraux recruté sur le plan national) au sein du pilier Services (ibid.,

par. 62); f) celle d'un poste d'ingénieur (P-3) en poste d'ingénieur électricien au sein de la Section du génie (ibid., tableau 24); g) celle d'un poste d'ingénieur (eau et assainissement) (P-3) en poste d'ingénieur (P-3) au sein de la Section du génie (ibid., par. 66); h) celle d'un poste de technicien (chauffage, ventilation et climatisation) (agent des services généraux recruté sur le plan national) en poste d'électricien (agent des services généraux recruté sur le plan national) au sein de la Section du génie (ibid., par. 66). **Le Comité consultatif admet que les fonctions et les activités prioritaires attachées à ces huit postes sont nécessaires et recommande de les maintenir, mais estime qu'il convient de se demander s'il peut s'agir ici de réaffectations de poste.**

31. Les 11 autres réaffectations de poste proposées supposent un changement de fonctions. De l'avis du Comité consultatif, il convient de considérer ces réaffectations de poste comme équivalant à la suppression de postes actuels et la création de nouveaux postes et donc de les soumettre aux procédures applicables aux nouveaux postes en ce qui concerne notamment l'obligation de justifier intégralement les fonctions qui y sont attachées, le recrutement et la sélection, et l'application d'un taux de vacance de 50 % durant la première année de leur création.

32. Le Comité consultatif estime que les nouvelles fonctions n'ont été suffisamment justifiées que pour quelques-unes des 11 réaffectations proposées impliquant un changement de fonctions. Il s'agit de la réaffectation a) d'un poste d'assistant multilingue (agent des services généraux recruté sur le plan national) de l'équipe de collaborateurs directs du Directeur adjoint de l'appui à la Mission en poste d'assistant au contrôle des mouvements (agent des services généraux recruté sur le plan national) à la Section du contrôle des mouvements (ibid., par. 42); b) d'un poste d'assistant (rations) (agent des services généraux recruté sur le plan national) de la Section de la chaîne d'approvisionnement en un poste d'assistant de secrétariat (agent des services généraux recruté sur le plan national) à l'équipe de collaborateurs directs du Directeur adjoint de l'appui à la Mission (ibid., par. 43). **Compte tenu de ce qui précède, le Comité consultatif recommande d'approuver la réaffectation proposée de ces deux postes en appliquant un taux de vacance de 50 % au cours de la première année de la réaffectation. Les dépenses opérationnelles correspondantes devront être ajustées en conséquence.**

33. Les neuf réaffectations restantes sont a) celle d'un poste d'assistant d'équipe (agent des services généraux recruté sur le plan national) de la Section de la sécurité en un poste d'assistant à l'approvisionnement (agent des services généraux recruté sur le plan national) à la Section de la chaîne d'approvisionnement (ibid., par. 33); b) celle d'un poste d'assistant administratif (agent des services généraux recruté sur le plan national) de l'équipe de collaborateurs directs du Directeur de l'appui à la mission en un poste d'assistant (rations) (agent des services généraux recruté sur le plan national) à la Section de la chaîne d'approvisionnement (ibid., par. 35); c) celle de deux postes d'assistant d'équipe (agent des services généraux recrutés sur le plan national), d'un poste d'électricien (agent des services généraux recrutés sur le plan national) et d'un poste d'assistant multilingue (agent des services généraux recrutés sur le plan national) de la Section du génie en quatre postes d'assistant (gestion des installations) (agent des services généraux recruté sur le plan national) au Groupe des manifestations, au sein de l'équipe des collaborateurs directs du Directeur adjoint de l'appui à la mission et de la chaîne d'approvisionnement (ibid., par. 41 et tableau 24); d) celle de deux postes d'assistant multilingue (agent des services généraux recruté sur le plan national) de l'équipe de collaborateurs directs du Directeur de l'appui à la mission en un poste d'assistant chargé du matériel appartenant aux contingents (agent des services généraux recruté sur le plan national) à la Section de la chaîne d'approvisionnement (ibid., par. 44); e) celle d'un

poste d'assistant administratif (Service mobile) de la Section des mouvements en poste d'assistant à l'approvisionnement (Service mobile) à la Section de la chaîne d'approvisionnement (ibid., par. 55). **Le Comité consultatif est d'avis que les nouvelles fonctions et activités prioritaires de ces neuf postes dont la réaffectation était proposée n'ont pas été suffisamment justifiées dans le projet de budget et recommande donc de les supprimer. Les dépenses opérationnelles correspondantes devront être ajustées en conséquence.**

34. Le Comité consultatif examine plus en détail la question de la réaffectation des postes dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général (voir [A/71/836](#)).

Taux de vacance

35. Il ressort du tableau sur les taux de vacance de postes du personnel recruté sur le plan international, sous le paragraphe 72 du projet de budget, qu'un taux effectif de 8,4 % a été enregistré en 2015/16, un taux budgétisé de 5 % appliqué pour 2016/17 et un taux de 3 % proposé pour 2017/18. Comme indiqué dans le tableau sous le paragraphe 9 ci-dessus, le taux de vacance effectif pour le personnel recruté sur le plan international était de 5,5 % au 31 mars 2017. Le Comité consultatif a également été informé que le taux de vacance effectif moyen pour le personnel recruté sur le plan international sur la période de sept mois allant du 1^{er} juillet 2016 au 31 janvier 2017 était de 5,9 %. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif des taux de vacances approuvé, effectif, effectif moyen et proposé en ce qui concerne le personnel recruté sur le plan international pour les trois exercices considérés.

Catégorie	2015/16		2016/17		2017/18		
	Taux de vacance approuvé	Taux de vacance effectif	Taux de vacance approuvé	Taux de vacance effectif moyen (du 1 ^{er} juillet 2016 au 31 janvier 2017)	Taux de vacance effectif au 31 mars 2017	Taux de vacance budgétisé	Effectif proposé
Personnel recruté sur le plan international	10,0	8,4	5,0	5,9	5,5	3,0	254

36. **Le Comité consultatif estime que le taux de vacance proposé de 3 % pour le personnel recruté sur le plan international au cours de l'exercice 2017/18 n'est pas réaliste. Le Comité réaffirme son opinion selon laquelle les taux de vacance retenus pour établir les budgets doivent être conformes, dans la mesure du possible, aux taux effectifs. Lorsque les taux retenus pour établir les projets de budget sont différents des taux effectifs au moment de l'établissement du budget, le choix des taux utilisés doit être justifié clairement dans le projet de budget. Compte tenu de ce qui précède, le Comité consultatif recommande l'application d'un taux de vacance de postes de 5,5 % pour estimer les dépenses au titre du personnel recruté sur le plan international pour l'exercice 2017/18. Les dépenses opérationnelles correspondantes devront être ajustées en conséquence. Le Comité consultatif compte que tous les postes et emplois vacants seront pourvus dans les meilleurs délais.**

37. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées ci-dessus aux paragraphes 32, 33 et 36, le Comité consultatif recommande d'approuver les crédits demandés au titre du personnel civil.

3. Dépenses opérationnelles

<i>Montant alloué pour 2016/17</i>	<i>Montant proposé pour 2017/18</i>	<i>Variation</i>
69 734 400	71 997 200	2 262 800

38. Les ressources nécessaires au titre des dépenses opérationnelles pour l'exercice 2017/18 s'élèvent à 71 997 200 dollars, soit 2 262 800 dollars (3,2 %) de plus que les crédits ouverts pour l'exercice 2016/17. Cette augmentation tient principalement à l'augmentation des ressources nécessaires au titre des opérations aériennes (3 262 700 dollars, soit 71,3 %), des installations et infrastructures (950 800 dollars ou 7,5 %), des voyages (281 000 dollars, soit 32,9 %), des transports maritimes ou fluviaux (129 200 dollars ou 0,4 %) et des consultants (100 900 dollars, soit 100 %). Elle serait en partie compensée par une diminution des dépenses au titre des fournitures, services et matériel divers (1 846 500 dollars, soit 31,9 %), des communications (385 400 dollars, soit 11,3 %), de l'informatique (163 700 dollars, soit 3,7 %) et des transports terrestres (79 600 dollars, soit 1,8 %).

Transports aériens

39. Le montant des ressources demandées au titre des transports aériens s'élève à 7 840 900 dollars, soit 3 262 700 dollars (71,3 %) de plus que le crédit de 4 578 200 dollars ouvert pour l'exercice 2016/17. Le Secrétaire général indique que l'augmentation des crédits demandés s'explique principalement par a) la prise en compte des dépenses relatives à la location de matériel radar auparavant budgétisées au titre des fournitures, services et matériel divers, compte tenu du fait que le radar est utilisé pour le transport aérien; b) l'augmentation des dépenses liées à la location d'hélicoptères, notamment la hausse des coûts garantis et du coût total de l'heure de vol, compte tenu de l'évolution des dépenses observée.

40. En ce qui concerne les dépenses liées à la location et à l'exploitation d'hélicoptères, le Comité consultatif, ayant demandé des précisions, a été informé que les prévisions pour 2017/18 se fondaient sur un coût de 2 200 dollars par heure de vol, correspondant au coût effectif d'une heure de vol de l'hélicoptère Bell, et non plus sur le coût de 1 277 dollars par heure de vol appliqué en 2016/17. Il a été informé en outre que le coût estimatif de 2 200 dollars par heure de vol inscrit au projet de budget pour l'exercice 2017/18 se fondait sur les conditions énoncées dans la lettre d'attribution et reflétait les besoins opérationnels prévus. Le coût estimatif de 1 277 dollars par heure de vol inscrit au budget approuvé de 2016/17 reflétait des gains d'efficacité escomptés de l'utilisation opérationnelle. **Le Comité consultatif estime que des éclaircissements sont nécessaires et compte que des renseignements détaillés sur l'utilisation prévue et effective des hélicoptères et les gains d'efficacité escomptés et effectivement obtenus seront fournis dans le rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice 2016/17.**

Installations et infrastructures

41. Les ressources demandées au titre des installations et infrastructures pour l'exercice 2017/18 s'élèvent à 13 647 300 dollars, soit une augmentation de 950 800 dollars (7,5 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice 2016/17 (12 696 500 dollars). Comme indiqué dans le projet de budget, l'augmentation des crédits demandés tient au remplacement de groupes électrogènes, à l'acquisition de matériel de traitement des eaux et de distribution du carburant ainsi que de matériel électrique, au remplacement du mobilier de bureau et à la hausse des coûts contractuels d'aménagement paysager.

42. Concernant l'augmentation des crédits demandés au vu de l'entrée en vigueur du nouveau contrat de services d'aménagement paysager, le Comité consultatif a été informé que les coûts, qui s'élevaient à 175 000 dollars au titre du contrat en vigueur, devraient passer à 310 000 dollars. Il a également été informé que le contrat actuel, prévu au budget approuvé pour 2016/17, portait sur une surface de 54 000 m², alors que le contrat prévu dans le projet de budget pour 2017/18 porterait sur une surface de 621 000 m² et prévoirait des services d'aménagement paysager, de désherbage et d'entretien des terrains et des services liés aux réseaux d'irrigation. **Le Comité consultatif estime que les renseignements communiqués soulèvent de nouvelles questions quant à l'augmentation considérable de la surface à couvrir et aux services d'aménagement paysager supplémentaires devant être fournis au titre du nouveau contrat. Des précisions n'ont pas été apportées suffisamment tôt pour qu'il en soit tenu compte dans le présent rapport. Le Comité prie par conséquent le Secrétaire général d'apporter des précisions à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le point de l'ordre du jour. Le Comité compte également que le Secrétaire général lui communique des informations détaillées sur les services prévus dans les contrats d'aménagement paysager pour 2016/17 et 2017/18 dans les rapports sur l'exécution des budgets correspondants.**

43. Le montant demandé pour les carburants et lubrifiants au titre des installations et infrastructures pour l'exercice 2017/18 s'élève à 7 467 300 dollars, soit une augmentation de 396 700 dollars (5,6%) par rapport au montant alloué pour l'exercice 2016/17 (7 070 600 dollars). Selon le Secrétaire général, cette augmentation s'explique principalement par une hausse estimée du prix de l'huile diesel à 0,43 dollar par litre, contre 0,41 dollar dans le budget approuvé pour l'exercice 2016/17. Toutefois, au paragraphe 71 du projet de budget (A/71/765 et Corr.1), il est indiqué que les mesures ci-après, prévues au titre des installations et infrastructures, devraient réduire la consommation d'énergie (170 300 dollars): a) remplacement de 564 systèmes de climatisation (gain d'efficacité prévu: 128 300 dollars); b) remplacement de groupes électrogènes et de systèmes d'éclairage (gain d'efficacité prévu : 23 500 dollars); c) installation de 300 panneaux solaires (gain d'efficacité prévu : 18 500 dollars).

44. Le Comité consultatif a demandé des précisions sur l'augmentation du montant demandé pour les carburants au titre des installations et infrastructures, notamment des données ventilées sur le nombre de litres de carburants et le prix par litre prévus au budget, ainsi que des explications sur les raisons de l'augmentation prévue du volume de carburants compte tenu de la réduction du nombre de groupes électrogènes et de l'installation de panneaux solaires. Le tableau ci-après, qui présente une analyse des frais de carburants prévus pour les groupes électrogènes, y compris des prévisions de dépenses d'huile diesel pour le chauffage, a été communiqué au Comité.

Analyse des frais de carburants prévus pour les groupes électrogènes

(En dollars des États-Unis)

Utilisation	Prix du carburant par litre (projet de budget pour 2017/18)	Nombre de litres (projet de budget pour 2017/18)	Coût (projet de budget pour 2017/18)	Prix du carburant (budget approuvé pour 2016/17)	Nombre de litres (budget approuvé pour 2016/17)	Coût ^a (budget approuvé pour 2016/17)	Variation	
							Volume (litres)	Coût
Groupes électrogènes appartenant à l'ONU	0,430	7 886 180	3 391 057	0,415	7 927 048	3 288 345	(40 868)	102 712
Groupes électrogènes appartenant aux contingents	0,430	8 053 993	3 463 217	0,415	8 074 942	3 349 695	(20 949)	113 522
Chauffage	0,430	129 626	55 739	0,415	23 129	9 595	106 497	46 145
Total		16 069 799	6 910 014		16 025 119	6 647 635	44 680	262 379

^a Les légères différences sont dues au fait que le prix du carburant a été arrondi.

45. Le Comité a été informé que le volume de carburant prévu dans le projet de budget pour l'exercice 2017/18 avait augmenté en grande partie parce que l'on s'attendait à un hiver plus long et donc à des dépenses plus élevées d'huile diesel pour le chauffage pendant l'exercice 2017/18. **Le Comité consultatif n'est pas convaincu par les explications fournies et recommande de ne pas approuver l'augmentation proposée de 106 497 litres de carburants pour groupes électrogènes.**

Voyages

46. Le montant des ressources demandées au titre des voyages s'élève à 1 135 000 dollars, soit une augmentation de 281 000 dollars (32,9 %) par rapport au montant de 854 000 dollars alloué pour l'exercice 2016/17. Le Comité consultatif a été informé que le montant proposé comprenait 804 000 dollars pour des voyages à des fins autres que la formation et 304 000 dollars pour des voyages à des fins de formation. Le Secrétaire général indique que l'augmentation des crédits demandés s'explique principalement par: a) des voyages liés à l'affectation temporaire de membres du personnel au Bureau d'appui commun de Koweït pour appuyer la centralisation des fonctions financières et de gestion des états de paie (voir par. 47 à 51 ci-dessous); b) des voyages liés aux conférences consacrées à la chaîne d'approvisionnement portant sur la gestion centralisée des stocks, du carburant et des rations et les contrats-cadres mondiaux; c) des voyages liés à la mise hors service de Galileo; d) des voyages des coordonnateurs de la rotation des pays fournisseurs de contingents aux fins de la rationalisation du suivi des opérations de chargement des bagages et des marchandises. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des données ventilées, récapitulées dans le tableau ci-après, sur le montant supplémentaire de 281 000 dollars demandé au titre des voyages pour l'exercice 2017/18, dont le prix des billets et le montant de l'indemnité journalière de subsistance pour chacun des quatre objets de dépenses ci-dessus. Le Comité a été informé que le montant restant des ressources supplémentaires demandées (115 539 dollars) correspondait à d'autres dépenses de voyages prévues pour la Force.

(En dollars des États-Unis)

<i>Objet du voyage</i>	<i>Billet</i>	<i>Indemnité journalière de subsistance</i>	<i>Total</i>
Voyages liés à l'affectation temporaire de membres du personnel au Bureau d'appui commun de Koweït pour appuyer la centralisation des fonctions financières et de gestion des états de paie	4 608	76 176	80 784
Voyages liés aux conférences consacrées à la chaîne d'approvisionnement portant sur la gestion centralisée des stocks, du carburant et des rations et les contrats-cadres mondiaux	1 902	2 695	4 597
Voyages liés à la mise hors service de Galileo	7 112	16 212	23 324
Voyages des coordonnateurs de la rotation des pays fournisseurs de contingents aux fins de la rationalisation du suivi des opérations de chargement des bagages et des marchandises	27 172	29 584	56 756
Ressources demandées pour d'autres voyages concernant la Force	—	—	115 539
Total	40 794	124 667	281 000

47. Le Comité consultatif note qu'aucune explication n'a été donnée concernant le montant supplémentaire demandé de 115 539 dollars, qui représente 42 % de l'augmentation proposée de 281 000 dollars et 10 % de l'ensemble des crédits demandés au titre des voyages pour l'exercice 2017/18.

48. En ce qui concerne les ressources demandées pour l'affectation temporaire de membres du personnel au Bureau d'appui commun de Koweït en vue d'appuyer la centralisation des fonctions financières et de gestion des états de paie, le Comité consultatif a été informé que les prévisions de dépenses au titre des voyages ont été calculées en partant du principe que quatre personnes voyageraient pour un total de 368 jours (4 x 92 jours) pendant l'exercice 2017/18. Cette estimation générale visait à ce que des capacités suffisantes soient disponibles pour appuyer la centralisation de la gestion des états de paie. Les dépenses effectives engagées au titre des voyages dépendraient de la charge de travail en période de pointe, qui déterminerait aussi le niveau des capacités, aptitudes et compétences requises pour y faire face. **Le Comité consultatif estime que les explications données sur l'objet et la durée de l'affectation temporaire proposée, ainsi que sur la nécessité d'envoyer quatre personnes au Koweït, ne sont pas suffisamment claires.** Le Comité consultatif examine plus avant la centralisation des fonctions relatives aux finances et à la gestion des états de paie dans les paragraphes 55 à 59 ci-dessous.

49. Le Comité consultatif a également obtenu des précisions sur les voyages entrepris en 2015/16 et ceux proposés pour 2017/18. Les données fournies pour 2017/18 montrent notamment que plusieurs voyages de longue durée (entre 14 et 21 jours) sont prévus et qu'un grand nombre d'entre eux concernent au moins deux fonctionnaires se rendant à des ateliers. Les informations communiquées ne permettent pas au Comité de savoir si ces voyages seraient effectués en classe affaires ou en classe économique. **Après avoir examiné les renseignements détaillés relatifs aux voyages proposés pour 2017/18, le Comité estime que ceux-ci ne sont pas suffisants pour justifier les crédits demandés et que des efforts supplémentaires peuvent être faits pour optimiser les dépenses liées aux voyages, aussi bien pour ce qui est du nombre et de la durée des voyages, que du nombre de fonctionnaires faisant le même voyage.**

50. S'agissant de la règle selon laquelle les billets doivent être achetés 16 jours à l'avance, le Comité consultatif a été informé que, sur les 807 voyages effectués en 2015/16, la règle avait été respectée dans 324 cas (40,1%) et ne l'avait pas été dans 483 (59,9%). **À cet égard, le Comité consultatif compte que le Secrétaire général poursuive ses efforts énergiques pour faire en sorte que la Force parvienne à un meilleur taux d'application de la règle relative à l'achat des billets 16 jours à l'avance.**

51. **Compte tenu des observations formulées aux paragraphes 47 à 50 ci-dessus, le Comité consultatif estime que le montant demandé au titre des voyages pour l'exercice 2017/18 est excessif et recommande par conséquent qu'il soit réduit de 20%. Il recommande en outre qu'il soit demandé au Secrétaire général de prendre des mesures supplémentaires pour optimiser les voyages et assurer une utilisation judicieuse des ressources allouées à ce titre, et d'en rendre compte dans son prochain projet de budget.**

52. **Sous réserve des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 32, 33, 36, 45 et 51 ci-dessus, le Comité consultatif recommande que les crédits demandés au titre des dépenses opérationnelles soient approuvés.**

4. Questions diverses

Réaffectation de ressources

53. Selon le rapport sur l'exécution du budget, durant l'exercice 2015/16, un montant total de 2 630 000 dollars a été réaffecté de la catégorie I (Militaires et personnel de police) à la catégorie III (Dépenses opérationnelles) (voir [A/71/640](#), par. 31). Il est indiqué que la réaffectation des fonds est due principalement au fait qu'un montant supplémentaire de 2,5 millions de dollars au titre des transports maritimes ou fluviaux s'était avéré nécessaire pour honorer les demandes de paiement présentées en vertu d'une lettre d'attribution portant sur deux contingents qui avaient fourni des services au Groupe d'intervention navale. Cette réaffectation avait été rendue possible par une sous-utilisation des crédits au titre des militaires et du personnel de police, le taux de vacance moyen effectif ayant été plus élevé que prévu pour les militaires (voir par. 4 a) ci-dessus).

54. **Tout en convenant qu'il peut s'avérer nécessaire de réaffecter des fonds durant un exercice budgétaire parce que les mandats ont changé ou parce qu'il faut financer des dépenses opérationnelles urgentes, le Comité consultatif souligne que la sous-utilisation de crédits ouverts ne justifie pas que les fonds disponibles soient d'office utilisés à des fins non prévues au budget. En règle générale, les soldes inutilisés doivent être restitués aux États Membres.** Le Comité consultatif a formulé des observations et recommandations sur la réaffectation de fonds dans une même catégorie de dépenses ou à une autre catégorie de dépenses durant un exercice budgétaire dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).

Centralisation de la gestion des états de paie

55. Le Secrétaire général indique que, comme suite à la mise en service d'Umoja, les services de gestion des états de paie de l'ensemble du personnel recruté sur le plan national et du personnel en tenue des missions ont été centralisés au Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) et au Bureau d'appui commun de Koweït et que, depuis novembre 2016, celui-ci traite les états de paie du personnel recruté sur le plan national de la FINUL. Le Secrétaire général indique aussi qu'un poste de fonctionnaire des finances et du budget (P-3) et deux postes d'assistant aux finances (agent des services généraux recruté sur le plan national) ont été transférés à Koweït

et que cette mesure temporaire restera en vigueur en attendant que l'Assemblée générale se prononce sur le dispositif de prestation de services centralisée (A/71/765 et Corr.1, par. 38). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les titulaires des trois postes susmentionnés étaient chargés notamment d'effectuer le traitement des états de paie mensuels par lots, d'aider au contrôle et à l'entretien mensuel des systèmes de gestion des états de paie et d'exécuter toutes les tâches courantes visant à assurer le versement coordonné et ponctuel des traitements.

56. En outre, comme il est indiqué au paragraphe 48 du présent document, le projet de budget prévoit un montant de 80 784 dollars pour financer, durant l'exercice 2017/18, 368 jours de déplacement de quatre fonctionnaires (4 x 92 jours) affectés temporairement au Bureau d'appui commun de Koweït. Le Comité consultatif a été informé que ces fonctionnaires aideraient l'équipe transférée au Bureau d'appui commun et interviendraient en cas de difficultés dans le traitement des états de paie.

57. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la mise en service d'Umoja, système intégré commun à toutes les missions, avait permis à l'Organisation de centraliser la gestion des états de paie de l'ensemble du personnel recruté sur le plan national et du personnel en tenue des missions au Bureau d'appui commun de Koweït. Durant l'exercice 2016/17, le personnel de la FINUL s'était rendu au Koweït pour aider à la centralisation des services de gestion des états de paie au Bureau d'appui commun. Étant donné qu'Umoja avait été mis en service à titre expérimental en premier à la FINUL, les membres du personnel de la mission avaient pu perfectionner leurs compétences pour devenir des spécialistes locaux dotés de l'expérience et des connaissances nécessaires pour aider à la centralisation de la gestion des états de paie.

58. Bien qu'il ne s'oppose pas à la mise en place d'un arrangement provisoire pour faciliter la mise en service d'Umoja, le Comité consultatif rappelle de nouveau que, conformément à la résolution 70/248 A de l'Assemblée générale, tout changement apporté au dispositif de prestation de services actuel et futur doit être approuvé par l'Assemblée (A/71/595, par. 55). Le Comité consultatif a formulé des observations et recommandations sur le Bureau d'appui commun de Koweït dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général (A/71/836).

59. À cet égard, le Comité consultatif compte que le Secrétaire général donnera des explications sur la méthode utilisée pour évaluer les avantages découlant de la mise en service d'Umoja, notamment la manière dont les coûts supplémentaires – par exemple les frais de voyage afférents à la centralisation des services de gestion des états de paie (voir par. 48 ci-dessus) – sont pris en compte dans l'évaluation. Le Comité consultatif compte également qu'un tableau complet de ces coûts sera présenté dans le prochain rapport sur la mise en service d'Umoja.

Initiatives en matière d'environnement

60. On trouve à la section VI du projet de budget des informations sur les mesures prises par la FINUL pour donner suite à la demande faite par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/286 (par. 31) tendant à ce que le Secrétaire général poursuive l'action qu'il mène pour atténuer l'empreinte environnementale globale des missions de maintien de la paix. Le Secrétaire général indique que, en tant que chef de file des missions de maintien de la paix des Nations Unies en matière de gestion de l'environnement, la FINUL continuera de fournir des services d'appui technique dans ce domaine, y compris à d'autres missions. La mission procèdera également à

des évaluations environnementales, vérifiera, deux fois par an, l'efficacité de son plan d'intervention en cas d'urgence environnementale, veillera à assurer une réaction rapide face aux accidents et mènera des activités de sensibilisation à l'environnement. Elle prendra aussi un certain nombre d'initiatives environnementales consistant notamment à remplacer les groupes électrogènes et les systèmes de climatisation obsolètes par des nouveaux, plus écologiques, à installer des panneaux solaires, à éliminer les déchets dangereux ou médicaux conformément aux politiques environnementales du pays hôte, à remplacer les installations en métal de traitement des eaux usées par des installations en béton pour éviter toute fuite, à remplacer les blocs sanitaires en préfabriqué et à remplacer l'ancien système d'éclairage par un nouveau à haut rendement énergétique (voir [A/71/765](#) et Corr.1, par. 13). Des crédits sont également demandés au titre des consultants aux fins de la mise en œuvre du Service d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques. Les questions relatives à l'environnement, notamment le Service d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques, sont examinées plus en détail dans le rapport du Comité consultatif sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).

61. Le Comité consultatif prend note des initiatives environnementales préparées par la FINUL et encourage la mission à s'efforcer de réduire son empreinte écologique, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans ses résolutions 69/307 et 70/286. Le Comité consultatif espère trouver dans les prochains rapports sur le budget de la mission des informations plus détaillées sur l'exécution des initiatives environnementales.

Services de lutte antimines

62. Ayant demandé des précisions sur la manière dont les activités de déminage sont organisées, le Comité consultatif a été informé que la FINUL disposait de six équipes de déminage et de deux équipes de neutralisation des explosifs et munitions provenant de deux contingents. Les unités de déminage des pays fournisseurs de contingents ont soutenu la mise en œuvre de la résolution 1701 (2006) en menant des activités de déminage intéressant directement les opérations de la FINUL, notamment l'ouverture de passages dans des champs de mines dans le cadre du projet tripartite de balisage de la Ligne bleue et d'autres activités visant à permettre aux contingents des Nations Unies de circuler librement pour exécuter leurs tâches.

63. Le Comité consultatif a été également informé que durant l'exercice 2017/18, il était prévu que le Service de la lutte antimines au Liban continuerait d'assurer le contrôle de la qualité, la formation et la validation des équipes de déminage des pays fournissant des contingents à la FINUL et à veiller à ce que le matériel de déminage de la mission soit conforme aux Normes internationales de la lutte antimines. Le Service de la lutte antimines continuerait également d'aider à l'organisation d'activités de sensibilisation de la population locale au danger des mines, en coopération avec la Section des affaires de la FINUL et le Centre libanais de lutte antimines. La question du déminage est examinée plus en détail dans le rapport du Comité consultatif sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).

V. Conclusion

64. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la FINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 sont indiquées dans la section V du rapport sur l'exécution du budget ([A/71/640](#)).

Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016, soit 24 934 600 dollars, et les autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2016, soit 11 308 400 dollars, soit portés au crédit des États Membres.

65. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la FINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 sont indiquées dans la section V du projet de budget ([A/71/765](#) et Corr.1). **Compte tenu des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 32, 33, 36, 45 et 51 du présent document, le Comité consultatif recommande que le montant des dépenses prévues au budget soit ramené de 494 771 300 dollars à 492 421 400 dollars, soit une réduction de 2 349 900 dollars. Le Comité consultatif recommande donc à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit de 492 421 400 dollars aux fins du fonctionnement de la Force pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018.**

Documentation

- Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 ([A/71/640](#))
- Rapport du Secrétaire général sur le budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 ([A/71/765](#) et Corr.1)
- Rapport financier et états financiers vérifiés de l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 et rapport du Comité des commissaires aux comptes, volume II, Opérations de maintien de la paix [[A/71/5 \(Vol. II\)](#)]
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relatif aux observations et recommandations sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#))
- Résolution [70/280](#) de l'Assemblée générale sur le financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban
- Résolutions [425 \(1978\)](#), [426 \(1978\)](#), [1701 \(2006\)](#) et [2305 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 et le projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban ([A/70/742/Add.8](#))

Annexe

Relève inversée des contingents^a

1. Il existe deux modes de relève des contingents : la relève classique et la relève inversée. Dans le cas de la relève classique, l'appareil de l'opérateur aérien part du pays du contingent devant assurer la relève pour se rendre dans la zone de la mission. Dans le cas de la relève inversée, il part de la zone de la mission, et les passagers sont transportés de la mission au pays du contingent. L'avantage de la relève inversée réside dans la proximité de l'opérateur aérien par rapport à la mission, ce qui facilite le déploiement et le retrait des appareils et évite des vols de longue distance à vide. Cela étant, la relève inversée appelle une analyse rigoureuse des risques pour faire en sorte que les opérations menées par les contingents devant être relevés ne soient pas compromises. Par conséquent, elle n'est possible que si la mission a les moyens de poursuivre les opérations et que les avantages financiers l'emportent sur la difficulté de la tâche.
2. La situation géographique de la FINUL se prête particulièrement bien à la relève inversée étant donné qu'un certain nombre d'opérateurs aériens enregistrés auprès de l'ONU se trouvent aux abords de la zone de la mission. La distance à parcourir pour le déploiement de l'appareil d'un opérateur aérien se trouvant à proximité de la FINUL est beaucoup plus courte dans le cas de la relève inversée que si l'opérateur doit déployer son appareil dans le pays du contingent pour effectuer une relève classique.
3. La relève inversée peut être envisagée pour d'autres missions, au cas par cas, compte tenu des besoins de la mission et des unités devant être relevées. Des relèves inversées sont effectuées à la FINUL durant l'exercice 2016/17 et d'autres sont prévues pour l'exercice 2017/18.

^a Informations fournies par le Secrétariat.